

No Billag, menteurs ou imbéciles?

Selon mon dictionnaire, un menteur est quelqu'un qui affirme ce qu'il sait être faux. Un imbécile est une personne qui manifeste de la bêtise.

J'ai lu l'argumentaire des partisans de No Billag, et le texte de l'initiative soumise au peuple le 4 mars 2018. Dans ces documents sans doute mal traduits du zurichois, on ne relève pas moins de 26 fautes d'orthographe ou de syntaxe. Les minorités linguistiques ont du souci à se faire...

En cas d'acceptation, disparaîtrait de la Constitution l'article 93.2:

"La radio et la télévision contribuent à la formation et au développement culturel, à la libre formation de l'opinion et au divertissement. Elles prennent en considération les particularités du pays et les besoins des cantons. Elles présentent les événements de manière fidèle et reflètent équitablement la diversité des opinions".

Rien, plus rien dans le texte nouveau sur la culture, la diversité des opinions, plus aucune allusion à une quelconque mission des médias. Ceux-ci sont déliés de toute responsabilité, ils sont libérés de tout devoir d'objectivité, de toute obligation de respect des auditeurs – téléspectateurs.

Tout est livré au marché. C'est la loi de la jungle.

L'article 4 de l'initiative, qui serait gravé dans la Constitution, dit:

"Elle (la Confédération) ne subventionne aucune chaîne de radio ou de télévision".

Dans notre démocratie, l'état représente le peuple, vous et moi. Nous n'aurions donc plus jamais le droit de soutenir une chaîne publique? C'est une atteinte inouïe à nos libertés!

Et la question se pose, plus on descend dans l'argumentaire: ses rédacteurs sont-ils des menteurs ou des imbéciles? Ils affirment, par exemple:

"La suppression des redevances... entraînerait une plus grande liberté de choix..."

19 chaînes de radio et de télévision disparaîtraient en Suisse romande, 60 dans tout le pays. La Suisse deviendrait un désert médiatique.

"Elle créerait un marché avec une concurrence plus libre".

L'article 3 de l'initiative dit que la Confédération devrait mettre les concessions de radio et de télévision aux enchères. Avec cette liberté du renard dans le poulailler, seuls de grands groupes pourraient se payer ces concessions. Radio Crésus, Télé Picsou, voilà ce que serait l'avenir...

"Un média peut exercer cette critique des puissants du pays, uniquement si elle (sic) en est indépendante (sic)".

Une télévision privée pourra donner une information impartiale sur un gros actionnaire, multinationale de l'alimentation ou des pesticides, ou ex-Conseiller fédéral?

"Dans un pays libre, démocratique, un média d'Etat n'a pas lieu d'être".

Donc la France, et tant d'autres pays, sont des dictatures?

"Les programmes de la SSR sont... plutôt étatistes et à tendance gauchiste".

Sans commentaire.

Alors, menteurs? Imbéciles? A vous de juger.

Dire oui à No Billag, c'est c'est se livrer pieds et poings liés aux puissances de l'argent, c'est leur abandonner notre liberté et notre âme.

Michel Bühler